

dinaires et accoutumées pour la nomination des curateurs aux interdits.

(25) ANCIEN ART. 30. Les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine, et le curateur lui rendra compte de son administration.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

CODE PÉNAL, 25 sep.—6 oct. 1791, 1^{re} part., tit. IV.

ART. 4. Les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine, et le curateur lui rendra compte de son administration et de l'emploi de ses revenus.

(26) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 1^{re} part., tit. IV.

ART. 5. Pendant la durée de sa peine, il ne pourra lui être remis aucune portion de ses revenus; mais il pourra être prélevé sur ses biens les sommes nécessaires pour élever et doter ses enfans, ou pour fournir des alimens à sa femme, à ses enfans, à son père ou à sa mère, s'ils sont dans le besoin.

6. Ces sommes ne pourront être prélevées sur ses biens qu'en vertu d'un jugement rendu à la requête des demandeurs, sur l'avis des parens et du curateur, et sur les conclusions du commissaire du Roi.

(27) ANCIEN ART. 33. Si le banni, durant le temps de son bannissement, rentre sur le territoire du Royaume, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la peine de la déportation.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(28) ANCIEN ART. 34. La dégradation civique consiste dans la destitution et l'exclusion du condamné de toutes fonctions ou emplois publics, et dans la privation de tous les droits énoncés en l'article 28.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(29) ANCIEN ART. 35. La durée du bannissement se comptera du jour où l'arrêt sera devenu irrévocable.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(30) ANCIEN ART. 36. Tous arrêts qui porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou à temps, la déportation, la réclusion, la peine du carcan, le bannissement et la dégradation civique, seront imprimés par extraits.—Ils seront affichés dans la ville centrale du département, dans

dinarias y acostumbradas, para el nombramiento de los curadores á los interdictos.

(25) ANTIGUO ART. 30. Despues de que haya sufrido la pena, se devolverán sus bienes al condenado, y el curador le dará cuenta de su administración.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 1^a, tit. IV.

ART. 4. Se devolverán sus bienes al condenado despues de que haya sufrido la pena, y el curador le dará cuenta de su administración y de la inversion de sus rentas.

(26) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre—6 de Octubre de 1791, part. 1^a, tit. IV.

ART. 5. Mientras dure su pena, no se le podrá entregar ninguna parte de sus rentas; pero podrán tomarse de sus bienes las sumas necesarias para educar y dotar á sus hijos ó para ministrar alimentos á su mujer, á sus hijos, á su padre ó á su madre, si lo necesitaren.

6. Estas cantidades no podrán apartarse de sus bienes, sino en virtud de una sentencia dada á petición de los interesados, con acuerdo de los parientes y del curador y por pedimento del comisario del Rey.

(27) ANTIGUO ART. 33. Si el desterrado durante el tiempo de su destierro, vuelve al territorio del reino, será condenado á la deportacion, con solo la prueba de su identidad.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(28) ANTIGUO ART. 34. La degradacion cívica consiste en la destitucion y la exclusion del condenado, de todas las funciones ó empleos públicos, y en la privacion de todos los derechos enunciados en el artículo 28.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(29) ANTIGUO ART. 35. La duracion del destierro se contará desde el dia en que el fallo se haya hecho irrevocable.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(30) ANTIGUO ART. 36. Todos los fallos que contengan la pena de muerte, de trabajos forzados perpetuos ó por tiempo, la deportacion, la reclusion, la de la argolla, la de destierro y la de degradacion cívica, se imprimirán extractados.—Se fijarán en la ciudad central del departamento, en

celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution, et dans celle du domicile du condamné.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, article 12.

(31) ANCIEN ART. 37. La confiscation générale est l'attribution des biens d'un condamné au domaine de l'État.—Elle ne sera la suite nécessaire d'aucune condamnation: elle n'aura lieu que dans les cas où la loi la prononce expressément.

(32) ANCIEN ART. 38. La confiscation générale demeure grevée de toutes les dettes légitimes jusqu'à concurrence de la valeur des biens confisqués, de l'obligation de fournir aux enfans ou autres descendans une moitié de la portion dont le père n'aurait pu les priver.—De plus, la confiscation générale demeure grevée de la prestation des alimens à qui il en est dû de droit.

(33) ANCIEN ART. 39. Le Roi pourra disposer des biens confisqués, en faveur, soit des père, mère ou autres ascendans, soit de la veuve, soit des enfans ou autres descendans légitimes, naturels ou adoptifs, soit des autres parens du condamné.

(34) DÉCR. 19—22 juillet 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. II.

ART. 5. Toute maison de correction sera maison de travail. Il sera établi, par les conseils ou directores de département, divers genres de travaux communs ou particuliers, convenables aux personnes des deux sexes: les hommes et les femmes seront séparés.

(35) DÉCR. 19—22 juillet 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. II.

ART. 6. La maison fournira le pain, l'eau et le coucher. Sur le produit du travail du détenu, un tiers sera appliqué à la dépense commune de la maison.—Sur une partie des deux autres tiers, il lui sera permis de se procurer une nourriture meilleure et plus abondante.—Le surplus sera réservé pour lui être remis après que le temps de sa détention sera expiré.—Il lui sera également permis de se procurer une nourriture meilleure et plus abondante, sur sa fortune particulière, à moins que le jugement de condamnation n'en ait ordonné autrement.

la que se haya espedido el fallo, en la municipalidad del lugar en que se haya cometido el delito, en la que se haga la ejecucion y en la del domicilio del condenado.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(31) ANTIGUO ART. 37. La confiscacion general consiste, en atribuir los bienes de un condenado al dominio del Estado.—Y no será consecuencia necesaria de ninguna condena: no tendrá lugar sino en los casos en que la ley la pronuncie expresamente.

(32) ANTIGUO ART. 38. La confiscacion general queda gravada con todas las deudas legítimas hasta el completo del valor de los bienes confiscados, con la obligacion de ministrar á los hijos ú otros descendientes la mitad de la porcion de que el padre no hubiera podido privarles.—Ademas, la confiscacion general queda gravada con la ministration de los alimentos, á quien se deban de derecho.

(33) ANTIGUO ART. 39. El Rey podrá disponer de los bienes confiscados, ya sea en favor del padre, madre ú otros ascendientes, ya en el de la viuda, ya en el de los hijos ú otros descendientes legítimos, naturales ó adoptivos, ó ya en el de los demas parientes del condenado.

(34) DÉCR. de 19—22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correccional, tit. II.

ART. 5. Toda casa de correccion será casa de trabajo. Se establecerán por los consejos ó directores de departamento, diversos géneros de trabajos comunes ó particulares, convenientes á las personas de ambos sexos: los hombres y las mujeres estarán separados.

(35) DECRETO de 19—22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correccional, tit. II.

ART. 6. La casa ministrará el pan, el agua y la cama. Del producto del trabajo del detenido, un tercio se aplicará al gasto comun de la casa.—De los otros dos tercios se le permitirá que tome una parte para procurarse una mejor y mas abundante alimentacion.—El resto se reservará para entregárselo despues de que el tiempo de su detencion haya concluido.—Se le permitirá igualmente que se procure una mejor y mas abundante alimentacion, de su peculio particular, á menos que la sentencia de condena no haya ordenado otra cosa.

(36) ANCIEN ART. 44. L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police de l'État sera de donner au gouvernement, ainsi qu'à la partie intéressée, le droit d'exiger, soit de l'individu placé dans cet état, après qu'il aura subi sa peine, soit de ses père et mère, tuteur ou curateur, s'il est en âge de minorité, une caution solvable de bonne conduite, jusqu'à la somme qui sera fixée par l'arrêt ou le jugement: toute personne pourra être admise à fournir cette caution.—Faute de fournir ce cautionnement, le condamné demeure à la disposition du gouvernement, qui a le droit d'ordonner, soit l'éloignement de l'individu d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans un lieu déterminé de l'un des départemens du Royaume.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(37) ANCIEN ART. 45. En cas de désobéissance à cet ordre, le gouvernement aura le droit de faire arrêter et détenir le condamné, durant un intervalle de temps qui pourra s'étendre jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de la surveillance spéciale.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(38) ANCIEN ART. 46. Lorsque la personne mise sous la surveillance spéciale du gouvernement, et ayant obtenu sa liberté sous caution, aura été condamnée par un arrêt ou jugement devenu irrévocable, pour un ou plusieurs crimes ou pour un ou plusieurs délits, commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement, les cautions seront contraintes, même par corps, au paiement des sommes portées dans cet acte.—Les sommes recouvrées seront affectées de préférence aux restitutions, aux dommages-intérêts et frais adjugés aux parties lésées par ces crimes ou ces délits.

(39) ANCIEN ART. 47. Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps et à la réclusion seront de plein droit, après qu'ils auront subi leurs peines, et pendant toute la vie, sous la surveillance de la haute police de l'État.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(40) ANCIEN ART. 51. Quand il y aura lieu à restitution, le coupable sera condamné en outre, envers la partie, à des indemnités, dont la détermination est laissée à la justice de la cour ou du tribunal, lorsque la loi ne les aura pas réglées; sans qu'elles puissent jamais être au-dessous du quart des restitutions, et sans que la cour ou le

(36) ANTIGUO ART. 44. El efecto de la consignación á la vigilancia de la alta policía del Estado, será el de dar al gobierno, así como á la parte interesada, el derecho de exigir, ya del individuo puesto en este estado, despues de que haya sufrido su pena, ya de sus padres, tutor ó curador, si es menor, una fianza solvente, de buena conducta, hasta la suma que se haya fijado por el fallo ó la sentencia: toda persona podrá admitirse para dar esta fianza.—A falta de ella, quedará el condenado á disposicion del gobierno, quien tendrá el derecho de mandar, ya que el individuo se aleje de cierto lugar, ó ya que su residencia se fije en un lugar determinado, de uno de los departamentos del reino.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(37) ANTIGUO ART. 45. En caso de desobediencia á esta órden, el gobierno tendrá el derecho de hacer aprehender y detener al condenado, durante un intervalo de tiempo, que podrá estenderse hasta la espiracion del tiempo fijado para el estado de la vigilancia especial.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(38) ANTIGUO ART. 46. Cuando la persona puesta bajo la vigilancia especial del gobierno, y que haya obtenido su libertad bajo de fianza, haya sido condenada por un fallo ó sentencia hecha ya irrevocable, por uno ó varios crímenes, ó por uno ó varios delitos cometidos en el intervalo determinado por el auto de fianza, se apremiará á los fiadores, aun corporalmente, al pago de las sumas espresadas en dicho auto.—Las cantidades cobradas quedarán afectas de preferencia, á las restituciones, daños y perjuicios y gastos adjudicados á las partes perjudicadas por estos crímenes ó delitos.

(39) ANTIGUO ART. 47. Los culpables condenados á trabajos forzados por tiempo y á reclusion, despues de que hayan sufrido sus penas, quedarán de derecho pleno y durante toda su vida, bajo la vigilancia de la alta policía del Estado.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(40) ANTIGUO ART. 51. Cuando haya lugar á restitucion, el culpable será condenado ademas, respecto de la parte, á indemnizaciones cuya determinacion se haya dejado á la justicia de la corte ó del tribunal, cuando la ley no la hubiere arreglado, sin que jamás puedan ser menos de la cuarta parte de las restituciones, y sin que la cor-

tribunal puisse, du consentement même de la partie, en prononcer l'application à une œuvre quelconque.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(41) DÉCR. 19-22 juillet 1791, sur l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. II.

ART. 41. Les dommages et intérêts, ainsi que la restitution et les amendes qui seront prononcées en matière de police correctionnelle, emporteront la contrainte par corps.

(42) DÉCR. 19-22 juillet 1791, sur l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. I.

ART. 26. Ceux qui ne paieront pas, dans les trois jours à dater de la signification du jugement, l'amende prononcée contre eux, y seront contraints par les voies de droit. Néanmoins, la contrainte par corps ne pourra entraîner qu'une détention d'un mois à l'égard de ceux qui sont insolubles.

DÉCR. 5 oct. 1793.

La Convention nationale décrète que, jusqu'à la révision des lois pénales, le défaut de paiement des amendes prononcées par la police correctionnelle, ne pourra entraîner qu'une détention d'un mois à l'égard de ceux qui sont insolubles; en conséquence, les détenus depuis ce terme pour le défaut de paiement de ces amendes, seront mis sur-le-champ en liberté.

(43) ANCIEN ART. . . . ou de la confiscation.—*Modifié*, Ch. 57.

(44) DÉCR. 19-22 juillet 1791, sur l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. II.

ART. 42. Les amendes de la police correctionnelle et de la police municipale seront solidaires entre les complices: celles qui ont la contribution mobilière pour base, seront exigées d'après la cote entière de cette contribution, sans déduction de ce qu'on aurait payé pour la contribution foncière.

(45) ANCIEN ART. 56. Quiconque, ayant été condamné pour crime, aura commis un second crime emportant la dégradation civique, sera condamné à la peine du carcan.—Si le second crime emporte la peine du carcan ou le bannissement, il sera condamné à la peine de la réclusion.—Si le second crime entraîne la peine de la réclusion, il sera condamné à la peine de travaux forcés à temps et

te ó el tribunal puedan, aun por consentimiento mismo de la parte, pronunciar su aplicacion á una obra cualquiera.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(41) DECRETO de 19-22 de Julio de 1791, sobre la organizacion de una policía municipal y correccional, tit. II.

ART. 41. Los daños y perjuicios, así como la restitucion y las multas que se impongan en materia de policía correccional, llevarán en sí mismas el apremio corporal.

(42) DECRETO de 19-22 de Julio de 1791, sobre la organizacion de una policía municipal y correccional, tit. I.

ART. 26. Los que no pagaren dentro de los tres dias contados desde la notificacion de la sentencia, la multa pronunciada contra ellos, serán apremiados á hacerlo por las vias de derecho. Sin embargo, el apremio corporal no podrá causar mas que la detencion por un mes, con respecto á los insolventes.

DECRETO de 5 de Octubre de 1793.

La convencion nacional decreta: que hasta la revision de las leyes penales, la falta de pago de las multas impuestas por la policía correccional, no podrá ocasionar mas que la detencion por un mes con respecto á los insolventes: en consecuencia, los detenidos despues de este término, por falta de pago de estas multas, serán puestos en el acto en libertad.

(43) ANTIGUO ART. . . . ó de la confiscacion.—*Modificado*, C. 57.

(44) DECRETO de 19-22 de Julio de 1791, sobre la organizacion de una policía municipal y correccional, tit. II.

ART. 42. Las multas dimanadas de la policía municipal y de la correccional, serán solidarias entre los cómplices: las que tienen por base la contribucion moviliaria, se exigirán segun la cuota entera de esta contribucion, sin deduccion de lo que se hubiere pagado por contribucion rural.

(45) ANTIGUO ART. 56. Cualquiera que habiendo sido condenado por crimen, hubiere cometido un segundo crimen que merezca la degradacion civica, será condenado á la pena de argolla.—Si este segundo crimen merece esta pena ó la de destierro, será condenado á la de reclusion.—Si el segundo crimen merece la pena de reclusion, será condenado á la pena de trabajos forzados por

à la marque.—Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à temps ou la déportation, il sera condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité.—Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à perpétuité, il sera condamné à la peine de mort.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

DÉCRET 19-22 juillet 1791, relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, tit. I.

ART. 27. En cas de récidive, toutes les amendes établies par le présent décret seront doubles, et tous les jugemens seront affichés aux dépens des condamnés.

CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 1^{re} part., tit. II.

ART. 1^{er}. Quiconque aura été repris de justice pour crime, s'il est convaincu d'avoir, postérieurement à la première condamnation, commis un second crime, emportant l'une des peines des fers, de la réclusion dans la maison de force, de la gêne, de la détention, de la dégradation civique ou du carcan, sera condamné à la peine prononcée par la loi contre ledit crime; et après l'avoir subie, il sera transféré pour le reste de sa vie au lieu fixé pour la déportation des malfaiteurs.

2. Toutefois, si la première condamnation n'a emporté autre peine que celle de la dégradation civique ou du carcan, et que la même peine soit prononcée par la loi contre le second crime dont le condamné est trouvé convaincu, en ce cas le condamné ne sera pas déporté; mais, attendu la récidive, la peine de la dégradation civique ou du carcan sera convertie en celle de deux années de détention.

(46) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. II.

ART. 1^{er}. Lorsqu'un crime aura été commis, quiconque sera convaincu d'avoir par dons, promesses, ordres ou menaces, provoqué le coupable ou les coupables à le commettre;—Ou d'avoir, sciemment et dans le dessein du crime, procuré au coupable ou aux coupables les moyens, armes ou instrumens qui ont servi à son exécution;—Ou d'avoir, sciemment et dans le dessein du crime, aidé et assisté le coupable ou les coupables, soit dans les faits qui ont préparé ou facilité son exécution, soit dans l'acte même qui l'a consommé, sera puni de la même peine prononcée par la loi contre les auteurs dudit crime.

tiempo y á la marca.—Si el segundo crimen merece la pena de trabajos forzados por tiempo ó la deportacion, será condenado á la pena de trabajos forzados perpetuos.—Si el segundo crimen merece esta pena, será condenado á la de muerte.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

DECRETO de 19-22 de Julio de 1791, relativo á la organizacion de una policia municipal y correctional, tit. I.

ART. 27. En caso de reincidencia, todas las multas señaladas por el presente decreto, serán dobles y todas las sentencias se fijarán á espensas de los condenados.

CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre 6 de Octubre de 1791, part. 1^a tit. II.

ART. 1^o. Si cualquiera que haya sido apercibido por la justicia por crimen, fuere convencido de haber cometido con posterioridad á la primera condena, un segundo crimen que merezca alguna de las penas de grillos, reclusion en la cárcel, mortificacion, detencion, degradacion civil ó argolla, será condenado á la pena pronunciada por la ley contra dicho crimen; y despues de haberla sufrido, será trasportado por el resto de su vida, al lugar señalado para la deportacion de los malhechores.

2. Sin embargo, si la primera condena, no ha señalado otra pena que la degradacion civil ó argolla, y que la misma pena sea pronunciada por la ley contra el segundo crimen de que el condenado se encuentre convencido, en este caso, no será deportado; mas en atencion á la reincidencia, la pena de degradacion civil ó de argolla, se convertirá en la de dos años de detencion.

(46) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre 6 de Octubre de 1791, part. 2^a tit. II.

ART. 1^o. Cuando se haya cometido un crimen, cualquiera que sea convencido de haber provocado al culpable ó los culpables á cometerlo, ya por medio de regalos, promesas, órdenes ó amenazas; ó de haberles procurado á sabiendas y con objeto del crimen, los medios, armas ó instrumentos que hayan servido para su ejecucion; ó de haberlos ayudado y auxiliado á sabiendas y con objeto del crimen; ya en los hechos que hayan preparado ó facilitado su ejecucion, ó ya en el acto mismo en que lo ha consumado, será castigado con la misma pena pronunciada por la ley, contra los autores de dicho crimen.

2. Lorsqu'un crime aura été commis, quiconque sera convaincu d'avoir provoqué directement à le commettre, soit par des discours prononcés dans les lieux publics, soit par des placards ou bulletins affichés ou répandus dans lesdits lieux, soit par des écrits rendus publics par la voie de l'impression, sera puni de la même peine prononcée par la loi contre les auteurs du crime.

(*) AV. C. D'ÉT. 10 déc. 1813, approuvé le 18.

Le conseil d'État est d'avis que, lorsqu'un vol a été commis à l'aide ou par suite d'un meurtre, les personnes qui ont recélé les effets volés, ayant connaissance que le vol a été précédé du crime de meurtre, doivent, aux termes de l'article 62 du Code pénal, être considérées comme complices de ce dernier crime.

(47) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 2^e part., tit. III.

ART. 3. Lorsqu'un vol aura été commis avec l'une des circonstances spécifiées au présent article, quiconque sera convaincu d'avoir reçu gratuitement, ou acheté ou recélé tout ou partie des effets volés sachant que lesdits effets provenaient d'un vol, sera réputé complice, et puni de la peine prononcée par la loi contre les auteurs dudit crime.

(48) ANCIEN ART. 63. Néanmoins, à l'égard des recéleurs désignées dans l'article précédent, la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, lorsqu'il y a lieu, ne leur sera appliquée qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache les peines de ces trois genres: sinon, ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps.—*Abrogé*, L. 28 avril 1832, art. 12.

(49) CODE PÉNAL, 25 sept.—6 oct. 1791, 1^{re} part., tit. V.

ART. 1^{er}.—I. Cr. 340 note.

2. Si les jurés décident que le coupable a commis le crime sans discernement, il sera acquitté du crime; mais le tribunal criminel pourra, suivant les circonstances, ordonner que le coupable sera rendu à ses parens, ou qu'il sera conduit dans

2. Cuando se haya cometido un crimen, cualquiera que sea convencido de haber provocado directamente á cometerlo, ya por medio de discursos pronunciados en los lugares públicos, ya por medio de carteles ó libelos, fijados ó distribuidos en dichos lugares, ó ya por medio de escritos publicados por medio de la prensa, se castigará con la misma pena pronunciada por la ley, contra los autores del crimen.

(*) OPINION DEL CONSEJO DE ESTADO de 10 de Diciembre de 1813, aprobada el 18.

El consejo de Estado es de opinion de que cuando se haya cometido un robo por medio ó á consecuencia de un homicidio, las personas que hayan receptado los efectos robados, con conocimiento de que el robo fué precedido del crimen de homicidio, deben, de conformidad con el artículo 62 del Código penal, ser considerados como cómplices de este último crimen.

(47) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre 6 de Octubre de 1791, part. 2^a, tit. III.

ART. 3. Cuando se haya cometido un robo con alguna de las circunstancias especificadas en el presente artículo, cualquiera que sea convencido de haber recibido gratuitamente, comprado ó receptado el todo ó parte de los efectos robados, sabiendo que dichos efectos provenian de un robo, se reputará cómplice de él y se castigará con la pena pronunciada por la ley contra los autores de dicho crimen.

(48) ANTIGUO ART. 63. Sin embargo, con respecto á los receptadores designados en el artículo anterior, la pena de muerte, de trabajos forzados perpetuos ó de deportacion, cuando haya lugar, no se les aplicará sino en tanto que sean convencidos de haber tenido, al tiempo de la recepcion, conocimiento de las circunstancias á las cuales la ley designa la pena de estos tres géneros; de lo contrario, no sufrirán mas que la pena de trabajos forzados por tiempo.—*Derogado*, L. de 28 de Abril de 1832, art. 12.

(49) CÓDIGO PENAL, 25 de Setiembre 6 de Octubre de 1791, part. 1^a, tit. V.

ART. 1^o.—I. Cr. 340, nota.

2. Si los jurados deciden que el culpable ha cometido el crimen sin discernimiento, será absuelto de él; mas el tribunal criminal, podrá segun las circunstancias, mandar que el culpable sea devuelto á sus padres, ó conducido á una casa de